

Mon ami le chef du parti libéral a énoncé une politique à ce sujet à l'intention de ses tenants dans un discours qu'il a prononcé ici en mars 1961. En réclamant l'institution d'un organisme de réadaptation régionale et en recommandant au gouvernement de désigner les secteurs qui se trouvent dans le marasme, il a mentionné divers procédés à suivre pour encourager l'industrie à s'établir dans ces secteurs. L'un de ces procédés était une politique fiscale souple adaptée aux besoins des régions et destinée, soit à permettre l'exploitation des ressources primaires, soit à établir de nouvelles industries secondaires. Dans son analyse détaillée de ce programme, le chef du parti libéral a plaidé en faveur de subventions de premier établissement accordées non seulement à des sociétés, mais encore à des municipalités désireuses d'implanter de nouvelles industries. Nous avons conseillé l'adoption d'exemptions fiscales temporaires qui stimuleraient les industries s'établissant dans les régions de crise et aideraient les industriels qui élargissent et modernisent leurs usines.

Par ailleurs nous aimerions que notre programme de travaux publics prenne en considération les zones de croissance retardée, grâce surtout à des travaux exécutés pendant l'hiver et à des dispositions d'ordre monétaire dont la résolution fait mention. Notre parti a conseillé de dissocier la Banque d'expansion industrielle de la Banque du Canada, et de permettre à la première de jouer au premier chef le rôle d'un organisme de développement. Nous sommes convaincus qu'ainsi la Banque d'expansion serait en mesure d'offrir aux régions qui se trouvent dans le marasme un crédit plus abondant à des conditions plus avantageuses.

On a étudié de près l'incidence d'un programme national d'aide monétaire sur ces zones. L'honorable ministre du Revenu national (M. Flemming) s'est demandé si la Banque du Canada ne pourrait y appliquer ses règlements sous une forme quelque peu différente. Notre parti a du mal à concevoir comment on pourrait y parvenir utilement. Mais nous sommes d'avis que l'on pourrait résoudre le problème de fournir des fonds supplémentaires à de telles régions en transformant la Banque d'expansion industrielle. Selon nous, il n'existe pas de problème plus important ni plus urgent que celui que renferme cette résolution, savoir qu'il faut prendre des mesures pour venir en aide aux nombreuses collectivités des diverses régions du Canada qui connaissent un chômage chronique et persistant. Une façon de résoudre le chômage chronique, ce serait d'attirer de nouvelles industries dans ces régions grâce à un programme comme celui dont nous avons

parlé, d'établir un organisme spécial dans la région en cause et d'utiliser divers moyens, notamment la politique fiscale, la politique monétaire et d'autres techniques comme des travaux publics et des programmes de travaux d'hiver. Les expériences qui ont été tentées dans ce sens en Europe, au Royaume-Uni et aux États-Unis ont été couronnées de succès. On n'a rien fait de ce genre au Canada. Aucun effort systématique coordonné n'a été tenté ici jusqu'à maintenant afin de résoudre ce problème particulier. C'est une des premières choses dont un nouveau gouvernement libéral s'occuperait.

M. F. J. Bigg (Athabasca): Monsieur l'Orateur, je proteste contre cette motion car, en premier lieu, elle ferait double emploi avec les nombreux organismes de planification que nous possédons déjà. J'y vois par ailleurs une nouvelle manifestation de la tendance vers le socialisme absolu. Nous avons au Canada à l'heure actuelle, ou du moins je l'imagine, la possibilité de choisir entre la préservation de notre mode démocratique de vie ou le contraire. Le mode démocratique de vie exige des hommes qu'ils dirigent eux-mêmes leur destin. Je suis entièrement acquis à l'idée de la planification mais pas à celle de l'ingérence. On peut y voir une contradiction dans les termes, mais la planification n'est néfaste que si elle est poussée à l'extrême. Ce qui me fait peur c'est une planification nationale qui aille jusqu'à supprimer le statut de l'industrie privée et de l'entreprise privée.

Cette tendance me fait peur quand j'écoute mes honorables amis placés à ma droite. Ils ne sont jamais contents de ce que l'entreprise privée ou le régime démocratique nous ont donné. A les entendre, l'un après l'autre, on dirait qu'il suffirait du socialisme sous une certaine forme pour supprimer tous nos ennuis et instaurer l'âge d'or. Ils proclament que certains pays comme la Suède ou la Suisse ont des institutions socialistes. Je reconnais sans peine que certaines de ces institutions socialistes ont donné d'excellents résultats, qu'on peut du reste obtenir autrement. J'ai confiance dans le mode de vie nord-américain. L'entreprise privée et un minimum d'ingérence et de contrôle étatiques ne nous ont-ils pas valu le niveau de vie le plus élevé de notre planète et la plus grande liberté? Je suis personnellement tout disposé à sacrifier quelques-uns des avantages d'un haut niveau de vie pour que ma liberté puisse demeurer intacte. Personnellement je ne suis pas prêt à donner au gouvernement le pouvoir de diriger ma vie, ni à lui en conférer la responsabilité. Il est grand temps que les Canadiens, jeunes et vieux, riches et pauvres, ceux qui travaillent et les chômeurs, se rendent compte de ces tendances et voient